

Eco-efficience (notice de dictionnaire)

Comment citer ce texte :

Pierre Gautreau, 2020. Eco-efficience, in *Dictionnaire Critique de l'Anthropocène (collectif)*, Presses du CNRS, Paris.

- - -

Le terme d'éco-efficience, en anglais "eco-efficiency", renvoie à l'idée d'une amélioration progressive de l'impact environnemental de la production de biens, via une réduction croissante des intrants utilisés pour celle-ci, de leur toxicité pour les organismes vivants, et des émissions de gaz à effet de serre associées. Il s'agit d'un mot-clé du paradigme du Développement Durable*. C'est très exactement le terme qui prétend rendre opérationnelle la promesse centrale de ce dernier, celle qui voudrait que l'économie puisse continuer sur la voie d'une croissance continue, à condition de modifier -un peu- son impact sur l'environnement. On comprend donc que l'éco-efficience constitue une cible privilégiée des approches en écologie critique. Elles y voient un des principaux nœuds de contradiction du paradigme de développement dominant, cherchant une correction à la marge de certains processus, pour mieux ne rien changer de ce qui fait l'essence du système capitaliste : son "fétichisme" de la croissance (Hamilton 2003). L'éco-efficience naît dans le sillage du rapport Brundtland, et désigne d'emblée non pas un état de fait, un impact environnemental neutre, mais une stratégie d'amélioration constante des processus de production industrielle. Le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (UNEP) parle dès 1989 de "Production progressivement plus propre". Cette "Cleaner production" renvoie à "l'application continue d'une stratégie environnementale intégrée aux process, produits et services pour augmenter l'éco-efficience et réduire les risques pour les humains et l'environnement". Cette stratégie associe l'application du principe de précaution, la prévention, le contrôle démocratique des activités à risque, et une approche globale de la chaîne productive, cherchant à optimiser chacune de ses étapes. Le terme a très rapidement été incorporé par le monde des très grandes entreprises, le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) en faisant dès 1991 un terme clé de son argumentaire visant à convaincre les chefs d'entreprise que performance environnementale et profits étaient désormais intrinsèquement liés. Dans l'Union Européenne, l'actualisation successive de la directive IPPC "relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution" en 1996, 2008, 2010, crée pour principal critère d'évaluation de l'éco-efficience la notion de "Meilleures techniques disponibles", ou "Best available techniques" (BATs). Ces BATs sont aujourd'hui devenues un des pilier des clauses de sauvegarde environnementale dans la plupart des pays de l'OCDE, tout projet industriel cherchant un financement international important devant prouver qu'il les utilise.

Le principe d'éco-efficience est en parfaite adéquation avec la théorie technophile et optimiste de la "Modernisation écologique", qui a foi dans le Développement Durable. Son succès auprès des grands entrepreneurs n'est donc pas étonnant, à l'instar d'un manuel récent sur le sujet qui rappelle en exergue que "L'éco-efficience montre que l'écologie et l'économie ne sont pas nécessairement en contradiction" (Seiler-Hausmann et al. 2017). Selon Martinez-Alier (2004), la notion cristallise les positions d'un des courants de l'environnementalisme naissant aux USA au début du XXe siècle, et qu'il nomme

"l'Evangile de l'éco-efficience". Ses valeurs, dont rend compte en 1959 le livre de Samuel Hays "Conservation and the Gospel of Efficiency : The Progressive Conservation Movement, 1890–1920", s'articulent autour des idées de planification et de gestion rationnelle des ressources. Pour nombre des critiques de ce courant, dont le Développement Durable est un avatar, l'éco-efficience synthétise au contraire ses contradictions. Elle s'est notamment développée dans les années 1990 en association étroite avec l'idée que l'optimisation environnementale des activités productives ne pouvait plus être imposée de façon coercitive, mais qu'elle devait être basée sur le volontarisme éclairé du monde de l'entreprise. C'est donc une notion proche des normes volontaires de "Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises" (RSE), dont de nombreux travaux mettent en doute les fondements (Hommel 2006). Ils démontrent que l'optimisation écologique des processus productifs est souvent plus une conséquence d'améliorations normales de la productivité industrielle, ou d'une peur des conflits générés par la pollution, que d'une recherche réelle de réduction des impacts. D'autres montrent comment l'éco-efficience fait partie de l'arsenal de légitimation de l'activité des transnationales sur toute la planète. Elle leur permet de masquer leurs profonds effets sur l'environnement derrière une image de pionniers de l'actualisation des formes de production (Healy, Martinez-Alier, et Kallis 2015). Dans le domaine agricole ou sylvicole, ces entreprises dénigrent souvent les petits paysans au nom de cette éco-efficience qui répond aux critères de l'économie mondialisée, dans une version modernisée du mépris pour les populations "arriérées". Plus largement, le principe d'éco-efficience est critiqué pour son focus sur l'amélioration des performances individuelles de l'entreprise, au détriment d'une approche globale du secteur, et surtout du territoire où elle agit. Par exemple, les efforts louables pour intensifier la production agricole dans le but de réduire son emprise spatiale sur l'environnement peuvent avoir un effet local positif (cas du doublement de la récolte sur une même parcelle). Mais, tant que la demande de certains produits est en croissance, cet effet est noyé dans une tendance persistante à l'augmentation mondiale des surfaces converties à l'agriculture. Des études nombreuses mettent ainsi en exergue le paradoxe de techniques pourtant vantées pour leur efficacité écologique, comme l'irrigation par goutte à goutte (Grafton et al. 2018). Sans remettre en cause l'intérêt de réduire progressivement l'impact industriel sur l'environnement, nombre de mouvements sociaux plaident donc pour une recontextualisation géographique et politique de l'éco-efficience, et dénoncent son instrumentalisation lorsqu'elle sert à légitimer des projets qui certes respectent des normes telles que les BATs, sans que cela garantisse en rien leur innocuité. Une technique de production peut conserver son caractère extrêmement nocif, et ce malgré le fait qu'elle le soit moins que les techniques antérieures, et qu'il n'en existe encore actuellement aucune autre de meilleure.

Pierre Gautreau

- GRAFTON, R. Q., J. WILLIAMS, C. J. PERRY, F. MOLLE, C. RINGLER, P. STEDUTO, B. UDALL, et al. 2018. « The Paradox of Irrigation Efficiency ». *Science* 361 (6404): 748–50.
- HAMILTON, C. 2003. *The growth fetish*. London: Pluto.
- HEALY, Hali, Joan MARTINEZ-ALIER, et Giorgios KALLIS. 2015. « From ecological modernization to socially sustainable economic degrowth: lessons from ecological economics Hali Healy, Joan Martinez-Alier and Giorgos Kallis ». In *The International Handbook of Political Ecology*, édité par Raymond L. Bryant, 577–90. Cheltenham, UK + Northampton, MA, USA: Edward Elgar.

- HOMMEL, Thierry. 2006. « Initiatives des entreprises à visée environnementale, sanitaire ou sociale. Typologie, déterminants et efficacité ». *Idées pour le Débat* 16 (2006): 29.
- MARTINEZ ALIER, Joan. 2004. *El Ecologismo de los pobres: conflictos ambientales y lenguajes de valoración*. Barcelona: FLACSO Ecología - ICARIA Antrazit.
- SEILER-HAUSMANN, Jan-Dirk, Christa LIEDTKE, et Ernst Ulrich VON WEIZSÄCKER, éd. 2017. *Eco-efficiency and Beyond: Towards the Sustainable Enterprise*. Routledge.